

Lait et produits laitiers : L'Europe entre Brexit, qualité et volumes

Compte rendu de colloque

juillet 2019

La journée de l'Idèle « Marchés mondiaux, filière laitière » a permis de faire le point sur le marché international et européen du lait et des produits laitiers.

Dans un contexte international tendu et plein d'incertitudes, la croissance en volume des échanges va probablement se ralentir, même si la Chine affiche une dépendance toujours accrue, en tant que 1^{er} importateur mondial avec le ¼ des quantités échangées.

Pour l'Europe, si le grand export reste un enjeu de développement en volume, la montée en gamme et la différenciation (sans OGM, AB) ont le vent en poupe, de l'avis des firmes et de la Commission européenne. Quant au Brexit, il pourrait réduire le débouché des produits européens et notamment français (2^{ème} fournisseur du Royaume Uni).

Les USA, désormais bien implantés comme exportateur mondial, se dotent d'un nouveau Farm Bill a priori plus favorable pour leurs éleveurs laitiers, basé sur une sécurisation efficace de la marge laitière. La Nouvelle Zélande voit ses coûts de production augmenter progressivement, pour cause de mesures environnementales et d'intensification de l'alimentation et sa production tend à plafonner depuis 5 ans environ.

Un contexte agité voire dangereux (Ph. CHOTTEAU, Idèle)

Guerre commerciale

Le climat de **guerre commerciale entre les USA et la Chine** risque de durer. L'escalade dans les niveaux de taxation des flux commerciaux est en cours, dans les deux sens (par ex. 250 milliards de \$ de produits US taxés en Chine).

La Chine, soucieuse d'acquiescer une stature de puissance mondiale, apparaît comme l'acteur le plus modéré et le plus multilatéraliste.

Les **USA atteignent un niveau de déficit commercial** record avec la Chine. De son côté, la Chine est prisonnière de ses réserves de change en bons du trésor US. Elle tente de développer une économie davantage basée sur la consommation intérieure.

Chine et USA sont les deux bassins tirant la croissance mondiale (3,5 % de croissance du PIB prévus en 2019). Les autres bassins sont nettement en retrait ou à l'arrêt (Japon, BRICS, UE).

Tensions géopolitiques

Par ailleurs, des **tensions géopolitiques** diverses se manifestent à court terme (Mer de Chine, Venezuela, djihadisme) et à plus long terme :

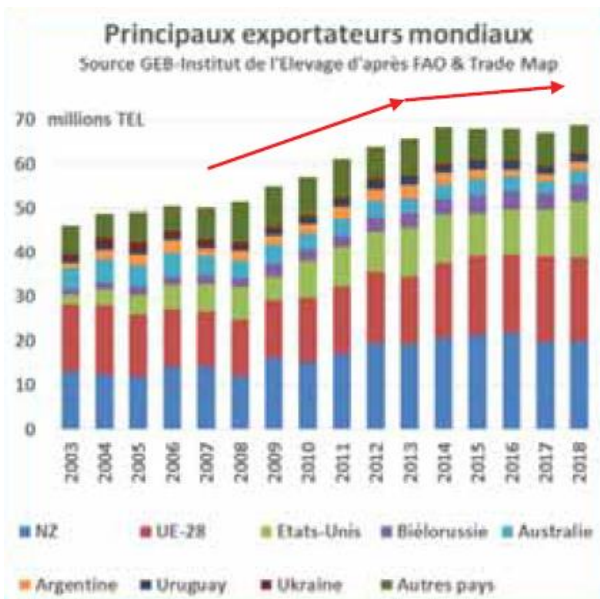
- compétition pour le **passage du Nord-Ouest** suite à la fonte des glaces.
- **Evolution climatique** : déjà +1° dans l'hémisphère nord par rapport aux moyennes séculaires. Sécheresse tenace en Australie.
- **Inégalités**.
- Taux de **sous-nutrition**, qui avait reculé jusqu'en 2015, mais serait reparti à la hausse depuis, selon la FAO, surtout en Afrique.
- Et la **population africaine qui devrait doubler d'ici à 2050**.
- Plus près de nous, le **Brexit** pose à la fois le problème technique de la séparation et souligne les difficultés de la dynamique européenne.

Contexte des marchés internationaux

Malgré toutes ces incertitudes, le **marché du pétrole reste à l'étal**, avec une stabilité durable annoncée autour de 60 \$/baril par tous les analystes...

Les marchés des matières premières risquent d'être à l'avenant, ce qui est une **menace pour les pays spécialisés dans l'export de matières premières**. S'ajoute la tendance de la Chine à croître plus lentement à l'avenir : au final, la **croissance mondiale risque de ralentir** sur la décennie à venir. Depuis 2018, le ralentissement des échanges mondiaux est déjà très net.

Marchés mondiaux : une dynamique qui tend à plafonner (Gérard YOU, Idele)



L'accroissement de production mondiale reste localisé en Asie, principalement Inde et Pakistan, ainsi qu'en Turquie et au Brésil.

Les échanges mondiaux tendent à plafonner depuis 2014, tant en équivalent-lait (à 70 Mios T eq-L.) qu'en valeur (à environ 45 Mds €).

Les principaux exportateurs sont la Nouvelle Zélande (29 % en eq-L., 23 % en valeur) et l'Union européenne (resp. 27,5 % et 37 %). Les USA viennent ensuite (19 % et 10 %).

La Chine arrive très nettement en tête des pays acheteurs qui sont très nettement dominés par la Chine (21 % en eq-L. et 25 % en valeur), position qu'elle a acquise au cours de la dernière décennie. Le Mexique, l'Algérie, l'Arabie Saoudite restent des acheteurs importants mais loin derrière ; la Russie, encore premier importateur mondial en 2013, a réduit ses importations et n'est plus qu'au 4^{ème} rang.

L'année 2018 a été marquée par un ralentissement de la production européenne due à la sécheresse, ce qui a permis un déstockage de la poudre accumulée lors de la crise de surproduction occasionnée par la sortie des quotas laitiers. Les stocks sont tombés à zéro en fin d'année, mais le processus a eu un effet dépressif sur les prix (y.c. au producteur) tout au long de l'année, effet qui devrait disparaître en 2019.

La dissociation des prix internationaux de la poudre et du beurre qu'on observe depuis 2016 reste forte mais tend à se résorber.

En tête des produits dont l'export se développe rapidement, les flux de poudres de lait infantiles ont doublé de volume en 10 ans. L'Europe est nettement leader sur ce créneau et la Chine est le premier acheteur. La poudre maigre s'est également développée rapidement, là aussi l'Europe est n° 1, talonnée par les USA. En revanche, les marchés export du beurre et de la poudre grasse sont dominés par la Nouvelle Zélande, mais avec une dynamique moins favorable (en volume) depuis 5 à 7 ans. Le marché des fromages, sur lequel l'Europe est dominante, est en progression limitée en volume depuis 2010.

Entreprises : les chinois en progression (Benoît ROUTER, Cniel)

Le chiffre d'affaires des leaders mondiaux tend à se stabiliser ou à reculer. Pour autant, les difficultés d'accès à l'information sont grandes, car il est difficile d'identifier la contribution des cessions-acquisitions ; certains groupes comme Danone ne publient plus le détail de l'activité laitière.

Cette tendance est bien établie pour les grands opérateurs nord-européens (Arla, Friesland Campina, DMK) et français (Bel, Savencia, Eural-Agrial) mais aussi pour le néo-zélandais Fonterra. Lactalis fait exception avec une croissance continue depuis 2011.

Et les grands groupes chinois (Yili, Mengniu, Amul) sont aussi en progression rapide, en partie par des rachats notamment en Océanie (Yili cherche à racheter la coopérative de l'île du Sud en Nouvelle Zélande).

Aux USA, on peut noter la « revanche du Mid-West » dans le domaine laitier : l'avenir de la production laitière semble se jouer là davantage désormais qu'en Californie, du fait notamment des problèmes de sécheresse qui affectent cet Etat.

De même, en Europe la géographie évolue. Les Néerlandais investissent principalement hors de leurs frontières désormais pour cause de limites environnementales.

Globalement, on note que les investissements portent de plus en plus sur des produits à valeur ajoutée, notamment avec beaucoup de projets fromagers en France.

Témoignage : Guy LE BARS Président de Laïta et du groupe Even

Laïta est une coopérative laitière issue du rapprochement des groupes Even, Triskalia et Terrena. Elle regroupe 5 500 éleveurs sur 2 070 exploitations et gère 7 sites industriels dans l'Ouest avec 2 800 salariés. 31 % de son activité se jouent à l'export (20 % Union européenne et 11 % grand export).

Laïta a consulté ses éleveurs lors de la fin des quotas. La demande était de produire 15 % de lait en plus, ce qui a été fait en développant les marchés extérieurs. L'export a aussi l'avantage d'installer une dynamique d'innovation, ce qui améliore la valeur ajoutée.

Pour s'internationaliser, Laïta a établi 7 bureaux : dans les DOM, en Thaïlande et en Chine.

Concernant les produits de grande consommation, l'activité de se développe en Amérique du Nord et en Chine, notamment sur la base de la réputation du lait breton. Concernant les ingrédients, le Japon est le pays le plus concerné.

La Chine : « les Chinois nous font rêver avec des marchés fabuleux... nous avons choisi d'être un peu prudents ! ». Eviter d'être mono produit ou mono client. Raisonner le risque.

Les perspectives actuelles : prendre de nouveaux producteurs, clairement non. Mieux vaut acheter du lait spot et faire bénéficier les producteurs historiques de la valeur ajoutée. Développer de nouvelles valorisations, en particulier le lait sans OGM.

[Sur le lait sans OGM, échange avec Christophe PERROT, Idele : *en Allemagne le « sans OGM » représente 50 % de la production et l'ensemble du lait destiné aux PGC. La filière « sans OGM » est en train de devenir la norme. Le lait sans ce label devient minoritaire et pourrait disparaître. La Suède et l'Autriche sont depuis longtemps à 100 % sans OGM.*]

Les prévisions du marché européen (Sophie HELAINE, DG agri)

Les évolutions en Europe concernent d'abord la consommation : les habitudes au petit déjeuner évoluent et font moins de place aux produits laitiers. En particulier en France : -15 % en 10 ans. Le fromage reste un levier de croissance. A moyen terme, surveiller aussi l'impact des critiques portées sur l'élevage qui touchent surtout la viande bovine jusqu'ici mais pourraient concerner le lait.

Les fromages ingrédients constituent la principale contribution positive à la consommation. Les IGP ont peu contribué. Pourtant, l'Italie a eu une dynamique très positive (et absolument pas anticipée par la Commission) grâce au Parmesan. Le problème de beaucoup d'AOP c'est aussi qu'il n'existe pas de bonnes statistiques.

Les hausses attendues à l'export viennent de l'augmentation de la population mondiale et de hausses du revenu dans certains pays (Chine) mais négatif dans d'autres (Afrique). Les échanges mondiaux ont représenté + 1,4 MT d'équivalent lait/an dans la décennie écoulée.

Du fait du développement de la production dans les zones de consommation, on anticipe seulement + 1,0 dans la décennie à venir, dont l'Europe fournirait 35 %, au coude à coude avec la Nouvelle Zélande.

Un développement du marché africain est escompté, du fait de l'urbanisation croissante. Le développement des échanges jusqu'ici a été beaucoup basé sur la poudre. Il pourrait se recentrer sur les produits à haute valeur ajoutée, sans qu'on ait de statistiques précises sur ce phénomène.

Sur le marché européen, le « sans – OGM » se développe très vite et très fort, le lait biologique pourrait atteindre 10 % du volume (4 % actuellement).

Côté production, les impératifs environnementaux commencent à produire des effets concrets sur la production : cas des Pays Bas. L'accroissement de la production par vache est un enjeu pour encore densifier la production sans accroître les problèmes d'effluents.

En réponse à une question sur les éventuelles crises, S. HELAINE indique que le modèle utilisé dans les prévisions gomme par construction tout écart à l'équilibre. Les crises de surproduction peuvent néanmoins survenir, c'est aux entreprises de s'emparer de cette question. Par ailleurs, la PAC conservera le mécanisme d'intervention.



Brexit et produits laitiers (Tom HIND, AHDB)

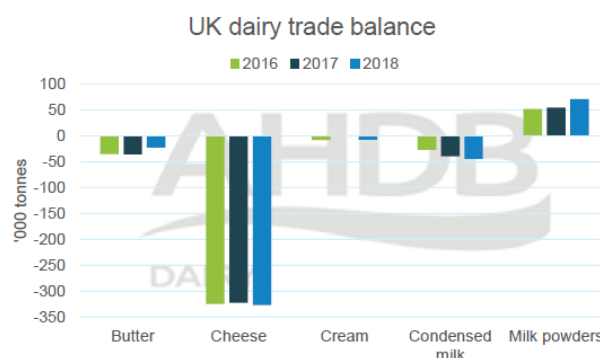
Le brexit se décline en 3 enjeux principaux pour la filière laitière :

- un enjeu en matière d'emploi : pour l'agroalimentaire, 37 % des employés sont étrangers (Europe de l'Est notamment). 20 % de la main d'œuvre salariée sur les fermes également. Un brexit dur conduirait à réduire fortement cette main d'œuvre

donc à en augmenter le coût.

- Un enjeu de politique agricole. Le Royaume Uni mettra en place une politique où les seules aides maintenues seront celles rémunérant des biens publics. Les paiements directs actuels seront effacés en 6 ans (2021-27). Or, ils représentent le revenu des agriculteurs.

- Un enjeu commercial : le Royaume Uni importe 40 % de son alimentation, en produits laitiers 10 à 15 %, principalement des fromages. Près de 90 % des importations viennent de l'Europe continentale, entre autres de France (2^{ème} fournisseur). L'intention du gouvernement britannique est de réduire fortement les droits de douane pour les importations du marché mondial (de 61 % - tarif commun actuel de l'UE à moins de 12 %). Les flux commerciaux pourraient donc se réorganiser en faveur du grand import. Reste que certains produits à bonne image, notamment français, seront difficilement substituables. La compétitivité hors prix pourrait être déterminante dans ce contexte.



Source: IHS Maritime & Trade, Global Trade Atlas ©, HMRC

La Chine, 1^{er} importateur, en panne de production (Jean-Marc CHAUMET, Idele)

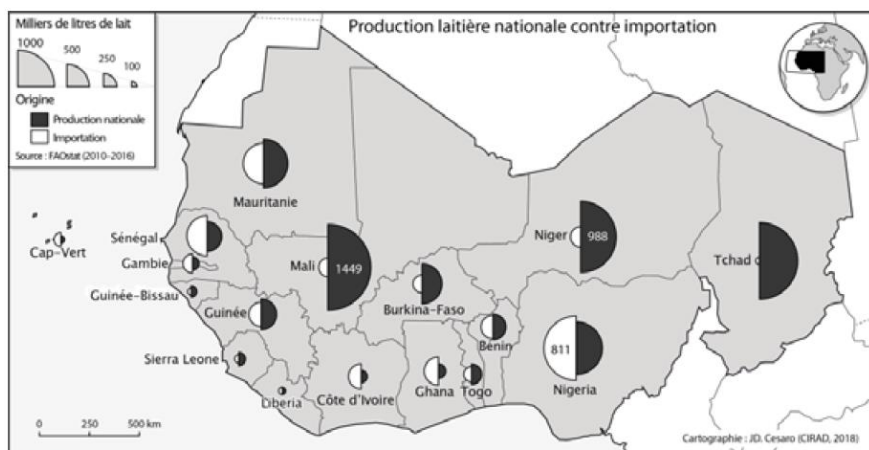
La production laitière chinoise n'augmente presque plus depuis 10 ans. La confiance des consommateurs dans la production locale semble durablement érodée et la compétitivité prix de la production nationale est mauvaise. Le pays est le 1^{er} importateur mondial de produits laitiers : ¼ des volumes échangés.

Au niveau de la production, la Chine a longtemps appliqué une politique de « volumes à tout prix », mais mute très rapidement vers une politique de limitation de l'élevage et de réduction des pollutions (avec des taxes graduées selon la taille des élevages, des zones sans élevage de protection des nappes, etc.).

Le plafonnement de la production – voire sa baisse – pourrait perdurer. Dans le même temps, la Chine affiche l’ambition de relancer la production sous une décennie.

Côté industrie, la filière laitière est plutôt florissante, clairement ce sont les grands groupes industriels chinois qui profitent de l’essor de la consommation et de l’import, avec des investissements à l’étranger et une croissance à deux chiffres : « La Chine boit un verre de lait supplémentaire, un géant laitier s’enrichit ». La consommation qui s’était beaucoup développée sur les laits liquides, tend à privilégier maintenant les laits fermentés.

Et l’Afrique ? Guillaume DUTEURTRE, CIRAD



Une étude stratégique sur l’Afrique de l’Ouest (CDAO) montre une situation contrastée selon les pays : Niger et Mali sont de gros producteurs, d’autres pays sont très déficitaires. Globalement, 1/3 des besoins laitiers est importé.

Depuis la fin des quotas, les firmes européennes ciblent ces marchés notamment avec des succédanés laitiers où la fraction lipidique est remplacée par des huiles végétales.

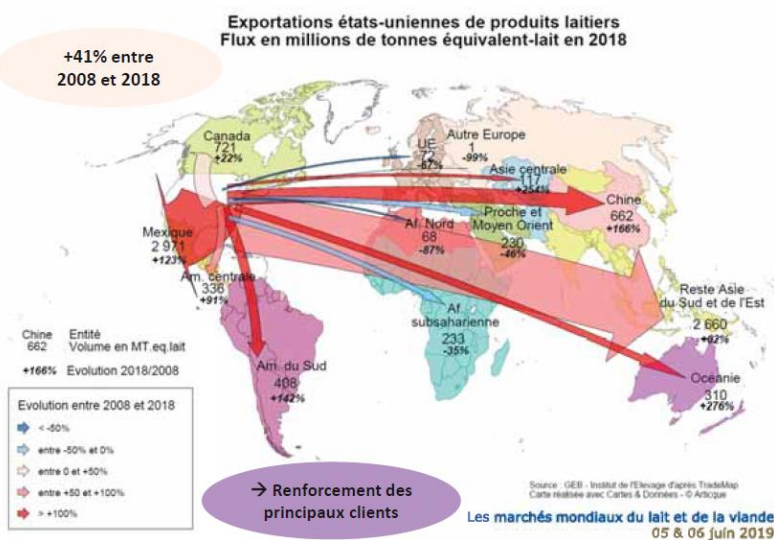
Cela pose des problèmes d’information du consommateur (peut-on parler de

« yaourt » s’il est reconstitué à partir de ce type d’ingrédient ?) et de santé publique (en Europe la mention « ne convient pas aux nourrissons » est obligatoire, mais cette normalisation n’est pas appliquée en Afrique).

Beaucoup d’ONG se sont mobilisées sur la promotion du lait local (campagnes « Mon lait est local », d’OXFAM ; et « N’exportons pas nos problèmes », appuyée par EMB). La sortie des quotas a été beaucoup critiquée dans ce cadre, d’autant que paradoxalement l’Europe finance des programmes de coopération dans le domaine laitier.

La thématique du lait local est dans l’air du temps, certaines initiatives associent des firmes agro-alimentaires. Les filières locales restent néanmoins à construire.

Aux USA, une nouvelle politique laitière (Frédéric COURLEUX, Agriculture Stratégies)



Les USA développent rapidement leur production (+ 1/3 depuis 2000), au-delà de leur consommation propre. L’export est désormais un débouché important pour les produits laitiers des USA : 16 % des volumes produits (contre 4 % en 1995). Le Mexique absorbe le tiers des exportations étasuniennes (en équivalent-lait), l’Asie (Chine incluse) un autre tiers. Les conflits commerciaux avec la Chine mais aussi avec le Mexique tendent à dégrader les exportations US. Les USA pèsent maintenant pour 12 % des échanges mondiaux.

Le secteur de la production laitière aux USA reste marqué par une très grande dualité : 80 % des fermes laitières ont moins de 200 vaches et détiennent 22 % des vaches. Les fermes de plus de 1 000 vaches détiennent 55 % des vaches.

La politique laitière reste fondée sur deux piliers principaux :

- les « Milk Marketing Orders » (MMO), mécanisme régional de mutualisation au sein duquel tous les producteurs touchent le même prix au litre, fonction d'une valorisation théorique basée sur le « mix-produit ». Le Cheddar pèse d'un poids important dans cette péréquation. La Californie longtemps à l'écart des MMO, vient de se rallier à ce mécanisme.
- Les aides contracycliques s'appliquent en lait depuis 2014, sous forme d'un système de protection de la marge des éleveurs (Margin Protection Program for Dairy Producers : MPP-DP). Ce système est géré directement par l'Etat fédéral (sans le truchement des assureurs). Selon la marge que l'éleveur veut se garantir, il cotise plus ou moins (de 4 à 8 \$/ » quintal long » ; 1 « quintal long » ou CWT = 51 kg). Un calcul théorique de marge est réalisé, qui peut déclencher le paiement d'une aide. L'expérience des 5 années du MPP-DP a montré que le déclenchement était rare et le système a eu relativement peu de succès auprès des éleveurs.

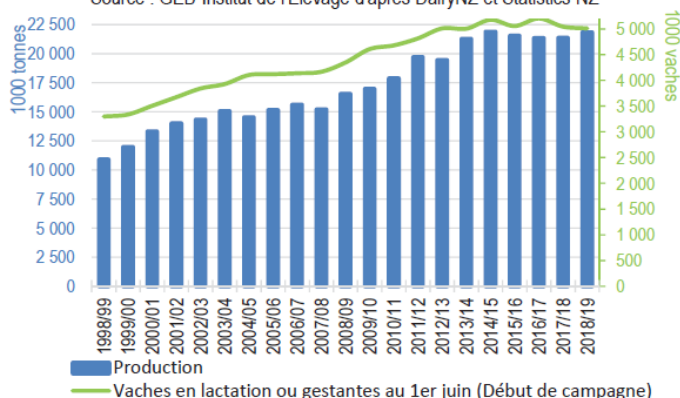
Une réforme a donc été décidée en 2018, pour application en 2020. Les curseurs seront revus et devraient permettre un déclenchement plus généreux. Par ailleurs le coût d'entrée sera fortement différencié entre élevages de moins ou plus de 2 014 vaches laitières.

- L'aide alimentaire reste également un pilier important pour stimuler les débouchés.
- La maîtrise de l'offre continue d'être un sujet de débat. L'Etat n'est pas prêt à la prendre en charge, mais il serait d'accord pour que les coopératives la gèrent. La critique de la régulation par le marché est assez vive, avec pour argument central que les éleveurs n'augmentent pas leur production mais l'accroissent, en cas de chute des prix.

Le retour de la Nouvelle Zélande (Sébastien BOUYSSIERE, Idele)

Evolution de la production et du cheptel laitiers en Nouvelle-Zélande

Source : GEB-Institut de l'Elevage d'après DairyNZ et Statistics NZ



La Nouvelle Zélande est le 1^{er} exportateur mondial de produits laitiers en équivalent lait juste devant l'Union Européenne (mais 2^{ème} assez loin derrière l'UE en valeur car la valorisation moyenne des produits d'export européens est 60 % supérieure).

Les produits laitiers représentent le quart de son PIB, et 95 % de son lait est exporté, principalement sous forme de poudre grasse, secondairement de beurre et de poudre maigre. L'export est orienté vers l'Asie (60 %) dont une grosse part vers la Chine (35 %).

La production est très liée à l'herbe, avec un chargement élevé (2,85 VL/ha) et une production par vache modérée (4 500 litres).

L'évolution du début des années 2000 a été marquée par un agrandissement des structures aux dépens de l'élevage ovin et une intensification des surfaces (irrigation...).

Depuis 2008, l'évolution principale porte sur la productivité animale (+ 16 % de lait/VL) avec davantage de complémentation sur la base de tourteaux importés, au point que la composition du lait évolue et que des pénalités sont appliquées. Ajoutons à cela que les débats sur l'impact environnemental de l'élevage laitier sont de plus en plus présents – et le tourisme est le 2^{ème} secteur économique.

Ces deux facteurs (alimentation et mesures environnementales) font augmenter les coûts de production : les éleveurs néo-zélandais ont souffert lors de la sortie des quotas en Europe.

La volonté de développer l'élevage laitier reste néanmoins bien présente mais un plafonnement se dessine nettement depuis 5 ans et pourrait être durable. Fonterra développe d'ailleurs de plus en plus des implantations à l'étranger, basées sur du lait non-néozélandais.

*Jean HIRSCHLER – mis à jour le 23 juillet 2019
Pôle Régional Economie & Prospective*